

<http://www.snetap-fsu.fr/La-France-doit-respecter-le-droit-d-asile.html>



La France doit respecter le droit d'asile

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : dimanche 17 juin 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Depuis des années, la Méditerranée est devenue un cimetière de migrant-es. Loin d'être une fatalité, il s'agit du résultat de politiques désastreuses qui entraînent conflits et régressions économiques et sociales dans les pays les plus fragiles.

Des milliers de personnes sont amenées à quitter leur pays, arrivant en Libye où elles se trouvent piégées et soumises au travail forcé, aux tortures et au viol de la part d'exploiteurs de la misère humaine.

L'association SOS Méditerranée mène, avec son navire humanitaire Aquarius, des opérations de sauvetage de personnes qui ont tenté de fuir la Libye à bord de fragiles canots.

Depuis une semaine, 629 rescapé-es de naufrages, dont des blessé-es, des femmes enceintes et des enfants, étaient à bord et devaient être débarqué-es selon les procédures habituelles.

Les sauveteurs se sont heurtés au refus des autorités maltaises puis italiennes.

Le navire se trouve donc contraint à une longue navigation pour rejoindre le port espagnol de Valence.

Alors que des ports français se trouvent sur le trajet, le gouvernement n'a pas souhaité faire preuve de la plus élémentaire humanité.

Cynique, il a même dénoncé l'attitude de l'Italie, oubliant que, à la frontière italienne,

la police expulse des migrant-es au mépris du droit international. Ces personnes passent alors par la montagne et sont secourues par des personnes solidaires, à leur tour poursuivies par la justice.

Aujourd'hui, une politique d'accueil à l'échelle de l'Union Européenne est indispensable. Le gouvernement français, en s'y refusant, fait le jeu des égoïsmes nationaux et de la montée de la xénophobie.

Avec le projet de loi Asile et immigration, dont les seuls objectifs sont la facilitation des expulsions et la limitation drastique du nombre d'entrées sur le territoire, au mépris des traditions de la France, terre d'immigration depuis des siècles, il persiste à durcir sa politique au niveau national.

La [FSU](#) met en garde le gouvernement contre les dérives démagogiques qui permettent aux groupes identitaires, véritables milices d'extrême-droite, d'agir en toute impunité.

La FSU exige un accueil digne des migrant-es, le respect du droit d'asile, la fin du placement en rétention des personnes - dont de jeunes enfants - en situation irrégulière et la suppression effective du délit de solidarité.